

TABLE DES MATIÈRES

Journée d'économie appliquée ASDEQ-CIRPÉE-GREEN p. 01

Rappel du Programme du Congrès 2010 de l'ASDEQ p. 04

Un virage s'impose dans les finances publiques du Québec p. 08

Rôle, fiscalité et gouvernance des municipalités p. 10

Le retour à l'équilibre fiscal au Canada et aux États-Unis p. 13

Colloque sur le « Décrochage scolaire : Quelles avenues efficaces à un problème fondamental? » p. 16

Deuxième sondage ASDEQ-Léger Marketing en 2009-2010 p. 17

Nouveaux membres de l'ASDEQ p. 19

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Directeur du bulletin
Gilles René

Collaborateur
Charles A. Carrier

Conception et design
Karine Bellerive

www.asdeq.org

Journée d'économie appliquée ASDEQ-CIRPÉE-GREEN

Depuis quelques années, dans le but de faire connaître davantage les programmes d'enseignement, les activités de recherche et le travail des étudiants gradués du département d'économie de l'Université Laval, une « Journée économie appliquée ASDEQ-CIRPÉE-GREEN » est organisée par le Centre Interuniversitaire sur le Risque, les politiques Économiques et l'Emploi (CIRPÉE), et le Groupe de recherche en économie de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles (GREEN), en collaboration avec l'ASDEQ-Vieille Capitale.

Cette année, la Journée s'est tenue le 12 février à l'Université Laval. Au programme, il y avait quatre présentations d'étudiants de maîtrise du département d'économie de l'Université Laval (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/ProgrammeJourneeASDEQ-CIRPEE-GREEN12fevrier2010.doc>), et trois autres présentations faites par une économiste du *Groupe d'analyse Itée*, un économiste du *Conference Board du Canada*, et le président de l'ASDEQ-Vieille Capitale. À l'aide de graphiques, tableaux et bases de données utilisés pour la compréhension de ces défis, les étudiants ont présenté le résultat de nombreux mois de

travail d'analyse. Les professeurs ainsi que leurs directeurs de recherche étaient aussi sur place pour apprécier la performance de cette relève. Les sujets présentés touchaient à l'économie agricole, la fiscalité, la macroéconomie et l'économétrie, à savoir :

- ▶ « *L'effet de fatigue chez les planteurs d'arbres* » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/PresentationsASDEQ-GREEN-CIRPEEFevrier2010/Presentation-SteeveMarchand.pdf>), par **Steeve Marchand**, étudiant à la maîtrise en économique du CIRPEE. L'étudiant a examiné l'effet de la fatigue sur la productivité des planteurs d'arbres en Colombie-Britannique. Il a conclu que : l'effet sur la productivité est négatif pour la fatigue et positif pour le repos ; les effets estimés sont indépendants des jours de la semaine ; et il s'agit principalement d'un effet de fatigue physique.
- ▶ « *Pouvoir de marché et restriction des importations : le cas des importations de viande de porc au Japon* » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/PresentationsASDEQ-GREEN-CIRPEEFevrier2010/Présentation Felt MH2.pdf>) par **Marie-Hélène Felt**, étudiante à la maîtrise en économique au Centre de Recherche en Économie Agroalimentaire (CRÉA). L'étudiante a considéré les pouvoirs de marché des filières porcines danoise, canadienne et américaine sur le marché japonais, et les effets de l'embargo japonais ▶

sur les importations de viande de porc en provenance de Taiwan sur les pouvoirs de marché des exportateurs danois, canadiens et américains. Elle a conclu: qu'il y a concurrence imparfaite sur le marché japonais d'importation de viande de porc – c'est un marché exigeant et protégé, avec un biais pour le local; que la méthode d'estimation (indice de Lerner) est pertinente dans le contexte des marchés internationaux; et que il y a un impact des épizooties (maladies qui frappent une région plus ou moins vaste, une espèce animale ou un groupe d'espèces dans son ensemble) sur les marchés internationaux.

- ▶ « *L'impact des tarifs sur le comportement professionnel des médecins spécialistes au Québec* » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/PresentationsASDEQ-GREEN-CIRPEEFevrier2010/PresentationAngie-KimChiasson.pdf>), par **Angie-Kim Chiasson**, étudiante à la maîtrise en économie au CIRPÉE. L'étudiante a examiné les effets de: l'augmentation de l'enveloppe budgétaire en 2001 et l'introduction de la rémunération mixte en 1999. Elle a conclu que les implications sur les coûts du système de santé sont: un coût direct dû à l'augmentation des coûts des services; des coûts indirects liés à la possible augmentation du besoin en personnel causée par la diminution du volume versus la possible augmentation du nombre de

médecins due à l'augmentation des salaires; et l'arbitrage possible entre plus de médecins versus moins d'actes.

- ▶ « *Mobilité et changements climatiques: Bilan et analyse des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements des résidents de la région de Québec* » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/PresentationsASDEQ-GREEN-CIRPEEFevrier2010/PresentationNikolasSavard-Duquet.ppt>), par **Nikolas Savard-Duquet**, étudiant à la maîtrise en économie au GREEN. À partir d'une enquête effectuée entre 2002 et 2006 par le Centre de Recherche en Aménagement et Développement de l'Université Laval (CRAD), M. Savard-Duquet a essayé d'établir un bilan des émissions de GES produites par la mobilité routinière de résidents de la région de Québec, et de procéder à l'estimation d'un modèle statistique afin de mesurer l'impact de différents facteurs sur ce bilan. Il a conclu que: il y avait un impact significatif, mais modeste, de la forme urbaine - changements majeurs dans l'aménagement territorial; l'offre de transport en commun et du prix de l'essence avaient un impact non-significatif; que l'étalement urbain avait une importance; et que les recherches futures devraient porter sur:

- l'intégration des 2 autres vagues;
- l'amélioration du calcul des émissions; et
- les variables de forme urbaine et d'offre de transport en commun.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

Hélène Parisé, Maîtrise 2007, économiste chez *Groupe d'analyse Itée*, a traité de « *La consultation économique: litige, stratégie et pharma* » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/PresentationsASDEQ-GREEN-CIRPEEFevrier2010/Présentation Hélène Parisé.ppt>). Elle soutient que ses études en économie à l'Université Laval lui ont permis d'acquérir une solide formation qu'elle met à profit tous les jours, en tant qu'économiste chez *Groupe d'Analyse Itée*, qui est la plus importante firme privée de consultation en économie de l'Amérique du Nord. Les mandats confiés à la firme sont très variés, p.ex. la comparaison des coûts médicaux entre deux options thérapeutiques, l'évaluation de dommages dans un mandat de litige, l'impact financier des fusions et acquisitions, l'évaluation de la valeur économique d'un projet, le développement de modèles, le travail avec de grandes bases de données, le test des hypothèses et diverses options de modélisation, et les simulations. Le *Groupe d'Analyse Itée* reconnaît la valeur du programme de maîtrise en économie de l'Université Laval, notamment son volet économétrie théorique et pratique qui fournit tout le bagage de connaissances nécessaires pour travailler sur la multitude de projets chez son employeur.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org



LOUIS THÉRIAULT

Louis Thériault, directeur, *International Trade and Investment Center*, *Conference Board du Canada*, a essayé, dans sa présentation « *Trouver le*

juste milieu: Les sables bitumineux, l'exportation et la durabilité » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/PresentationsASDEQ-GREEN-CIRPEEFevrier2010/Présentation Louis Thériault.ppt>) de déterminer dans quelle mesure, et comment, il est possible de concilier l'expansion de la production et des exportations des sables bitumineux canadiens avec un programme de durabilité. Les sables bitumineux de l'Alberta, avec des réserves d'environ 173 milliards de barils de pétrole, sont les deuxièmes en importance après les réserves de l'Arabie saoudite, et offrent certains avantages clés qui en font une source privilégiée de pétrole pour satisfaire la demande américaine et canadienne. Les sables bitumineux suscitent de nombreuses préoccupations environnementales liées à: l'utilisation des sols; l'eau; la qualité de l'air; l'émission de GES. Cependant, est-ce que les sables bitumineux sont plus sales que d'autres sources de pétrole? Non, et il y a des nouvelles technologies d'extraction qui évoluent très rapidement. M. Thériault pense que les groupes environnementaux s'acharnent tactiquement contre les sables bitumineux parce que c'est plus facile de s'attaquer à quelques producteurs privés qui opèrent dans un pays démocratique que de s'attaquer aux pétrolières publiques de pays éloignés, à la démocratie fragile ou sous l'emprise de régimes autoritaires. M. Thériault a admis qu'il fallait réduire la demande finale de pétrole, en introduisant: des taxes sur le carbone; des systèmes de quotas d'échange; des normes plus élevées; un programme d'investissement dans

le transport urbain. Pour que l'exploitation des sables bitumineux se fasse à un rythme durable, il y a un besoin de nouveaux investissements dans les sables bitumineux à un rythme plus modéré; et une coordination des efforts entre les producteurs et les gouvernements dans des technologies améliorées, en marge d'un programme de lutte contre les changements climatiques mieux équilibré.

Pour clore la journée, **Martin Hébert**, président de la l'ASDEQ-Vieille Capitale et économiste à la direction des études et des analyses, Ministère de la Santé et des Services sociaux, a tracé « *Le parcours d'un économiste à travers la réalité des indicateurs* » (<http://www.green.ecn.ulaval.ca/PresentationsASDEQ-GREEN-CIRPEEFevrier2010/PresentationMartinHebert.ppt>). Après avoir présenté son propre parcours après sa maîtrise en économie en 1995, il a élaboré sur :

- la comparabilité des indicateurs (relativement : à la force manufacturière du Québec en Amérique du Nord; aux taux de chômage au Canada et aux États-Unis; et à la révision annuelle des données, incluant même la pondération qui change à chaque recensement;
- le développement d'un indicateur (Programme Jeunes en difficulté; indicateur de besoins : le taux de prise en charge (TPEC);

- l'économie de la santé;
- les sources de données pour le Québec (exemple : productivité des blocs opératoires).

Rappel du Programme du Congrès 2010 de l'ASDEQ



Voici un rappel du programme du XXXV^e Congrès de l'ASDEQ devant se tenir à Hôtel Loews Le Concorde, Québec, les 12, 13 et 14 mai prochains sur le thème « *Le capital humain : défis pour un Québec prospère* ». Le Québec fait face à un défi économique de taille : assurer l'accroissement du niveau de vie de sa

population, alors qu'il accuse déjà un retard au niveau de sa productivité et que la taille de sa population en âge de travailler a commencé à décliner. Le thème du Congrès représente donc un sujet fort approprié et des acteurs de différents milieux (académique, affaires, gouvernements), ainsi que des experts internationaux ont été invités à contribuer à ce débat.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

Cette année, le Congrès se tiendra sous la présidence de **Sylvie Dillard**, Présidente de l'ASDEQ, **François Turenne**, Président du congrès 2010, et **Bernard Matte**, Président du programme. Plusieurs conférenciers prestigieux sont au programme de ce congrès, dont **James Heckman**, Université de Chicago, *Lauréat en 2000 du Prix Nobel d'économie*. Une succession de présentations permettra d'établir en termes concrets les enjeux de la thématique retenue par l'équipe de la Vieille Capitale, qui travaille depuis plus d'un an à la préparation de cet événement.

MERCREDI LE 12 MAI

► ATELIER DE FORMATION

Un atelier de formation (optionnel), portant sur le « *Capital humain et marché du travail: un tour d'horizon* », sera présenté par **Rabah Arrache**, *Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale*, **Sylvain Bélisle**, *Service Canada*, **Yves Fortier**, *Emploi-Québec*, et **Mario Jodoin**, *Service Canada*. Cet atelier visera à fournir une vision d'ensemble de la situation et des principales tendances en matière de capital humain et de marché du travail au Québec. De plus, les liens avec le programme principal du congrès seront mis en évidence, au besoin, au fil des présentations.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

JEUDI LE 13 MAI

► CONFÉRENCE D'OUVERTURE

La conférence d'ouverture sera offerte par **James Heckman**, *Université de Chicago*, Lauréat en 2000 du *Prix Nobel d'économie*, qui nous entretiendra de « *La place du capital humain dans le développement économique* ».

► PANEL / DÉBAT N° 1

Le premier « panel/débat » vous permettra d'entendre **Hugues de Jouvenel**, Directeur général, *Groupe Futurible*, **Don Drummond**, Vice-président senior et économiste en chef, *Groupe financier Banque TD*, **François Eyraud**, Directeur exécutif du *BIT* et Directeur du *Centre international de formation de l'OIT, Organisation internationale du travail*, sur les « *Enjeux nationaux et internationaux en matière de capital humain* ».

► HOMMAGE À GILLES BEAUSOLEIL

Gilles Paquet, Professeur émérite, *Centre d'études en gouvernance, Université d'Ottawa*, rendra hommage à **Gilles Beausoleil**, qui est décédé le 19 décembre 2009. M. Beausoleil a été directeur général de l'ASDEQ de 1988 à 1995.

► DÉJEUNER CAUSERIE

Pour le premier déjeuner causerie, **Sam Hamad**, *Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale* et *Ministre responsable de la région de* ►

la Capitale-Nationale, parlera de « *Politiques publiques et capital humain : enjeux et défis pour un Québec plus compétitif* ». M. Hamad présentera son point de vue sur les enjeux et défis du capital humain, ainsi que du rôle de l'État comme régulateur du marché du travail et comme agent de mobilisation des acteurs économiques de notre société. Il partagera aussi sa vision du Québec en matière de capital humain et ses réflexions sur une politique du marché du travail de demain.

► LES ATELIERS

Fidèles au thème du Congrès, les ateliers diversifiés permettront de savoir s'il y a un problème, de faire le point sur les pistes de solutions, et d'identifier les solutions qui devront être mises en place pour face aux enjeux de demain.

Le thème de l'**atelier n° 1** sur « *L'investissement en capital humain : le Québec est-il un chef de file ?* » sera commenté par **Clément Lemelin**, UQAM, **France Saint-Hilaire**, Vice-présidente, *Institut de recherche en politiques publiques (IRPP)*, et **Simon Prévost**, Président, *Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ)*.

Elizabeth Ruddick, Directrice générale, *Recherche et évaluation, Citoyenneté et Immigration Canada*, **Carl Viel**, Président-Directeur général, *PÔLE Québec Chaudière-Appalaches*, et **Brahim Boudarbat**, Professeur

agregé, *École de relations industrielles, Université de Montréal*, seront les conférenciers de l'**atelier n° 2** sur « *L'immigration : une solution à la rareté de main-d'œuvre et un levier de développement économique ?* ».

Le thème de l'**atelier n° 3** sur les « *Politiques gagnantes pour répondre à la rareté de main-d'œuvre qualifiée* » sera couvert par **Daniel Parent**, Professeur, *Département d'économie Université McGill*, **Jacques Dignard**, Premier vice-président, *Capital humain et Culture, Mouvement Desjardins*, et **Thierry Debrand**, Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES) – France.

Finalement, le thème de l'**atelier n° 4** sur « *La mobilité de la main-d'œuvre : une stratégie payante pour les entreprises et le Québec* » sera traité par **Laurent Cardinal**, Directeur général, *Direction générale de la politique commerciale en Amérique du Nord, Affaires étrangères et Commerce international Canada*, **Benoît Dostie**, Professeur agrégé, *Institut d'économie appliquée, HEC Montréal*, et **Germain Lamonde**, Président-directeur général, *EXFO*.

► ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASDEQ

L'Assemblée générale annuelle de l'ASDEQ marquera l'évolution de l'Association. À l'ordre du jour, il y a aura, entre autres, les rapports du Président sortant; du Directeur général sortant; et de la Trésorière.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

Un virage s'impose dans les finances publiques du Québec

Extraits du texte du *Comité des politiques publiques (CPP)* - 7 février 2010 (<http://www.asdeq.org/activites/comite-politiques-publiques/pdf/2010/AVIS-du-CPP.pdf>). Ce texte a été endossé par la majorité des membres du CPP - Jean-Pierre Aubry, Karine Blondin, Ronald Carré, Charles A. Carrier, Martin Comeau, Jean-Luc Landry, Jean-Pierre Lessard, Laurent Martin, Pierre-Paul Proulx et Jean-Michel Cousineau, président du CPP).

« Durant les bonnes années de croissance économique qui ont précédé la récession de 2008-2009, le gouvernement du Québec a réalisé de minces surplus budgétaires, il a fortement augmenté ses dépenses en infrastructures, réduit les impôts et maintenu la facturation de la plupart de ses services dont les services de garderies, l'assurance médicaments, l'assurance parentale et l'éducation universitaire, bien en deçà de ses coûts de production. De plus, au cours de la dernière année, il s'est engagé dans de nouveaux programmes de dépenses pour soutenir l'économie tandis que ses revenus baissaient. ...En somme, la structure actuelle de taxation et de tarification est inadaptée par rapport à la structure des dépenses. La trajectoire actuelle des revenus et des dépenses de l'État mène tout

droit à un cul-de-sac : les dépenses sont et seront beaucoup plus élevées que les revenus, la dette augmentera de plus en plus rapidement par l'effet combiné des déficits et des intérêts composés et cette dette sera supportée par de moins en moins de travailleurs.

Le gouvernement du Québec fait face actuellement à un déficit structurel de l'ordre de 5 milliards de dollars par an, en supposant que toutes les mesures prévues dans le dernier budget s'appliquent, dont une réduction de la croissance des dépenses à 3,2 %, l'indexation des tarifs sauf ceux des garderies et la hausse de 1 % de la TVQ prévue pour 2011. Ce déficit provient de la baisse des impôts sur le revenu, de l'augmentation des coûts de la santé, de la baisse attendue des taux d'activité, de la hausse du coût de la dette ainsi que du fait que les transferts du gouvernement fédéral n'augmenteront pas au cours des prochaines années. ...D'autre part, le gouvernement verra ses dépenses au chapitre du service de la dette passer de 9 % de ses revenus actuellement à 14 % de ses revenus en 2013-2014. Ces deux facteurs sont partiellement hors du contrôle du gouvernement et limitent sévèrement sa marge de manœuvre.

L'autre facteur majeur qui est aussi partiellement hors contrôle est celui des dépenses de santé et services sociaux. Celles-ci accaparent plus de 43 % des revenus totaux du gouvernement. Elles ont augmenté plus rapidement que les

revenus depuis 10 ans, malgré de multiples réformes dans ce secteur, et il est peu probable que ces dépenses ralentissent au cours des prochaines années à cause du vieillissement de la population.

Il faut donc augmenter les revenus et il faut le faire suffisamment rapidement pour empêcher la dette publique d'atteindre des niveaux qui pourraient nous forcer à réduire nos services publics dans moins d'une dizaine d'années.

Le retour à un équilibre budgétaire passe par une gestion innovatrice et un contrôle serré des dépenses, et il doit être accompagné d'une hausse substantielle des revenus au cours des prochaines années...Le gouvernement ne doit pas augmenter les taxes immédiatement parce que l'économie sort à peine de la récession et il y a risque de rechute...Dans l'ordre, et pour des raisons d'efficacité et de coûts de prélèvement, les sources fiscales additionnelles devraient privilégier d'abord les tarifs, ensuite les taxes indirectes dont la TVQ et les taxes sur l'essence et, si nécessaire, l'impôt sur le revenu dont l'ajout d'une quatrième tranche d'imposition.

Du côté des taxes indirectes, le gouvernement a déjà annoncé une hausse de la TVQ de 7,5 % à 8,5 % à compter de janvier 2011...Une hausse additionnelle de 1 % doit être envisagée d'ici 2013-2014 pour porter la TVQ à 9,5 %. Il serait difficile d'envisager des hausses additionnelles si

les provinces voisines n'augmentent pas la leur.

Une hausse des tarifs des services publics permet non seulement d'augmenter les revenus du gouvernement, mais aussi d'améliorer l'allocation des ressources, de restreindre le gaspillage, et d'orienter la demande dans une direction désirable à long terme. La hausse des tarifs d'électricité atteint tous ces objectifs en même temps.

En ce qui a trait aux autres tarifs, il convient de rappeler qu'à une extrémité, il existe des services gouvernementaux qui sont à caractère public et qui doivent être strictement payés par les impôts. Tel est le cas par exemple des services de sécurité et de justice. Par ailleurs, il y a d'autres cas où les services en question ont un fort caractère privé. Dans lequel cas, ils doivent être payés par les individus. Entre ces deux extrêmes, on doit évaluer le coût de ces services, la part qui est payée par les individus, les faire connaître du grand public puis réviser ces parts en fonction du fardeau qui doit revenir à l'individu et celui qui doit revenir à l'État. Nous croyons, que le gouvernement est en mesure d'aller puiser un milliard de dollars de nouveaux revenus dans cet exercice. L'utilisateur payeur est un principe qui doit être remis à jour.

Combien doit-on prendre de temps pour arriver à l'équilibre budgétaire? ... il est illusoire de penser que le déficit peut être éliminé en deux ans sans ▶

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

nuire à l'économie. C'est pourquoi il nous semble réaliste de viser un équilibre budgétaire d'ici 5 ans, lequel équilibre devra être suivi de surplus récurrents au cours des années suivantes de façon à limiter la hausse de la dette.

CONCLUSION

Le Québec est une société à haut niveau de services publics et à haut niveau de taxation. Par le passé, nous nous sommes dotés de services publics que nous ne pourrions plus nous payer si les choses continuent comme elles vont. Il est urgent que le gouvernement ajuste son tir et augmente ses revenus ou diminue ses dépenses dans un horizon de planification financière de 5 à 6 ans. La recherche d'efficacité dans la dépense et dans la perception des impôts peut et doit contribuer par divers moyens (réformes des règles de financement, incitations aux gestionnaires, évaluations de programmes et suivis), mais elle ne pourra, à elle seule, combler les déficits à venir et le gouvernement devra puiser à même les sources de revenus traditionnels. Les signataires de cet avis recommandent que le gouvernement du Québec augmente la taxe de vente provinciale de 1% de plus que ce qui est prévu en janvier 2011, augmente la tarification de ses services pour une valeur de 1 milliard de dollars en fonction du critère de l'utilisateur payeur et que les tarifs d'électricité augmentent de 1¢ du kw/heure d'ici cinq ans.»

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

Rôle, fiscalité et gouvernance des municipalités

Bien que les municipalités semblent être le «parent pauvre» du secteur public canadien, la bonne gestion des municipalités est un élément important de la contribution du secteur public à la performance économique du pays. C'est pourquoi, le 24 février dernier, l'ASDEQ-Outaouais tenait un «5@7» sur le «Rôle, fiscalité et gouvernance des municipalités» pour aborder divers thèmes tels que: le déséquilibre fiscal; une plus grande autonomie financière grâce à l'octroi permanent d'une part accrue de l'assiette fiscale; l'amélioration de la gouvernance des municipalités... Les conférenciers invités à traiter ce thème furent **Caroline Andrew**, Directrice, *Centre d'études en gouvernance, Université d'Ottawa*, **Melvin Jomphe**, Conseiller stratégique-gouvernance, *Fédération canadienne des municipalités (FCM)*, et **Mario Lefebvre**, Directeur, Centre des études municipales, *Conference Board du Canada*.



CAROLINE ANDREW

Caroline Andrew a présenté «*Le système de gouvernance municipale au Canada: défis et opportunités*» (<http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/24fevrier-Caroline-Andrew.ppt>).

Après avoir présenté

les facteurs qui influencent le fonctionnement du système municipal (aux niveaux macro, meso, et micro), elle a suggéré des possibilités de changement. Au niveau MACRO, elle a noté l'éternel conflit fédéral-provincial autour des municipalités – les provinces craignent que le fédéral veuille contourner les provinces pour traiter directement avec les municipalités, et le fédéral craint que les provinces veulent prendre l'argent et l'utiliser pour d'autres choses. Relativement aux relations provinciales-municipales, elle a noté qu'au 20^e siècle, il y avait eu la croissance des gouvernements provinciaux ainsi que leur contrôle sur les municipalités, résultant en une création d'un rapport de dépendance. Elle croit que la mondialisation a eu peu d'impact jusqu'à maintenant sur les gouvernements municipaux. Au niveau MESO, elle a mentionné le rapport avec les électeurs - une longue tradition basée sur une question administrative et non pas une question politique. L'électorat est divisé : certains veulent des services au minimum; alors que d'autres voudraient une action élargie. Le Canada est le seul pays industriel sans avoir les partis politiques nationaux au niveau municipal. Elle a souligné le rôle des médias qui cherchent les conflits. Elle a aussi mentionné que les vieux votent alors que les jeunes ne votent pas. Enfin, au niveau MICRO, elle soutient que le système de maire « faible » - leadership difficile peut être corrigé par un travail d'organisation par le maire. Il faut une structure exécutive efficace, et une majorité au conseil avec la même vision. Elle a

aussi noté l'impact des fusions qui ont résulté en une difficulté de gérer les différences. Elle a enfin remarqué le peu de personnel dans les postes d'analyse de politiques. Comme facteurs de changements, elle a suggéré : la décentralisation – c'est une tendance mondiale, mais peu répandue au Canada; des partenariats locaux dans les domaines sociaux (p. ex. autochtones, immigration); et des pressions des citoyens mondialisés et réseautés.

Melvin Jomphe a élaboré sur « *Les municipalités : développement, responsabilités et revendications* » (<http://www.asdeq.org/activites/pdf/2010/24fevrier-Melvin-Jomphe.pdf>). M. Jomphe a soutenu que le système fiscal des municipalités, basé à près de 80% sur la taxe foncière, est un héritage historique qui ne correspond plus aux véritables rôles et responsabilités des municipalités canadiennes. Ce décalage entre le système fiscal municipal et leurs responsabilités croissantes entraîne un déséquilibre fiscal entre les paliers de gouvernements. À titre d'exemple, entre 1996 et 2006, les revenus fédéraux et provinciaux-territoriaux ont augmenté deux fois plus vite que les revenus municipaux. **Jean Perrault**, président sortant de la FCM, a souvent rappelé aux décideurs que sur chaque dollar de revenu des gouvernements, seulement 8 cents allaient aux municipalités. Les municipalités n'ont tout simplement pas les outils de revenu nécessaires pour répondre aux besoins croissants de leurs citoyens ou de l'économie. ▷

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

C'est pourquoi, l'engagement à long terme du gouvernement fédéral dans le soutien aux municipalités est au cœur des revendications de la FCM – celles-ci n'exigent pas de l'argent neuf à court terme, mais nécessitent un engagement renouvelé à l'endroit d'un partenariat efficace, à savoir :

- l'importance de maintenir les investissements fédéraux de base pour les infrastructures alors que le gouvernement amorce le processus en vue d'éliminer son déficit : y compris le Fonds fédéral de la taxe sur l'essence; le remboursement de 100 p. cent de la TPS; ainsi que les programmes de logement abordable existants;
- l'importance de soutenir les municipalités pendant qu'elles mettent en oeuvre le plan d'action du Canada. L'enjeu est grand, en ce moment plus de 12 000 projets sont en cours de réalisation à l'échelle du pays soutenant la création de plus de la moitié des 220 000 emplois promis dans le cadre du plan d'action économique du Canada; et
- l'importance de protéger les municipalités – et les contribuables locaux – contre le délestage de responsabilités sans les fonds nécessaires pour assumer ces responsabilités. Entre autres, le gouvernement fédéral doit s'engager à mettre en place un plan de financement à coûts partagés pour payer le montant

de 13 milliards de dollars qu'il en coûtera pour se conformer aux nouvelles normes fédérales régissant le traitement des eaux usées, et prévoir une aide financière du *Fonds pour l'infrastructure verte* pour aider les municipalités à amorcer le processus.



MARIO LEFEBVRE

Dans sa présentation sur « *Un financement durable pour les villes canadiennes* » (<http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/24fevrier-Mario-Lefebvre.ppt>), **Mario**

Lefebvre a soutenu que les villes canadiennes ont du mal à fournir les services, programmes et infrastructure. À ce sujet, M. Lefebvre a rappelé les recommandations du *Conference Board*, à savoir que : les villes transfèrent la responsabilité de certains services aux ordres de gouvernement supérieurs; qu'on leur donne accès aux recettes provenant d'une taxe ayant un bon profil de croissance; et qu'on les encourage à utiliser à meilleur escient les leviers financiers dont elles disposent déjà. Il considère que l'aide financière aux municipalités doit porter sur toutes les formes de dépenses qui sont reliées au soutien de la croissance économique, en particulier les infrastructures, dont le besoin est criant. Il est prévu que la croissance anticipée des revenus pour les villes canadiennes sera modeste au mieux, ce qui limitera leur capacité de faire face à leurs dépenses qui augmentent rapidement. Les villes souffrent donc d'un déséquilibre

budgétaire. Heureusement, le gouvernement fédéral et plusieurs gouvernements provinciaux sont intervenus ces dernières années pour fournir de nouvelles mesures de soutien aux villes. Les initiatives fédérales incluent une exemption de la TPS et une portion des recettes de la taxe sur l'essence, cependant, cette aide n'est pas ciblée puisque l'argent n'est pas remis aux municipalités en fonction de leurs besoins. Le *Conférence Board* recommande une approche en trois volets :

- faire profiter aux villes de sources de revenus additionnelles pour leur permettre de financer les programmes et les services que les gouvernements fédéral et provinciaux leur ont transférés durant les 15 dernières années ;
- donner aux municipalités l'accès aux recettes provenant de la taxe de vente puisque celles-ci ont comme caractéristique de croître au rythme de l'économie ; et
- les villes doivent utiliser à meilleur escient les leviers financiers dont elles disposent déjà.

En conclusion, pour que les villes canadiennes jouent un rôle prépondérant dans la prospérité du Canada, elles devront être financièrement en mesure de fournir les services, les programmes et l'infrastructure qui attireront les personnes talentueuses et les investissements. Il est temps de rétablir l'équilibre budgétaire de nos villes.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

Le retour à l'équilibre fiscal au Canada et aux États-Unis

Le 10 mars dernier, dans le cadre du récent budget fédéral 2010, l'ASDEQ-Outaouais a organisé un « 5@7 » sur « *Le retour à l'équilibre fiscal au Canada et aux États-Unis* ». Les trois conférenciers, **Benoit Robidoux**, Directeur général, *Direction de la politique économique et fiscale, Finances Canada*, **Serge Coulombe**, Professeur titulaire, *Science économique, Université d'Ottawa*, et **François Dupuis**, Vice-président et économiste en chef, *Mouvement Desjardins*, ont abordé diverses questions dont l'effet de la crise/récession économique sur le potentiel économique du Canada et des États-Unis, la taille réelle du déficit structurel, le retour au plein emploi, la dette des pays industrialisés et la difficulté pour plusieurs d'entre eux de retrouver l'équilibre budgétaire. Le président de séance et animateur fut **Bernard Bonin**, ancien Premier sous-gouverneur, *Banque du Canada*.

Benoit Robidoux a présenté « *Tracer la voie de la croissance et de l'emploi* » (http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Presentation-Benoit-Robidoux_ppt#1). Grâce à l'Asie, une reprise modeste est observée à l'échelle mondiale, mais la production ne devrait pas être récupérée. Les conditions sur les marchés financiers se sont nettement

améliorées depuis le début de 2009, mais les risques demeurent. Les perspectives de l'économie américaine comportent encore des risques de détérioration en raison du niveau élevé d'endettement des ménages et des déséquilibres mondiaux en cours. L'activité économique intérieure et l'emploi ont progressé beaucoup plus au Canada que dans tout autre pays du G7 depuis le premier trimestre de 2009. En général, les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à une croissance économique modeste accompagnée d'un resserrement marqué de la politique monétaire. Les prévisions du secteur privé sont prudentes – la perte de production réelle ne devrait pas être récupérée à moyen terme, et la moyenne des prévisions du secteur privé pour l'inflation du PIB est cohérente avec des prix des produits de base qui demeureraient stables. La croissance du PIB réel et du PIB nominal au quatrième trimestre de 2009 a été supérieure à ce qu'anticipaient les prévisionnistes du secteur privé. Le budget de 2010 « *Tracer la voie de la croissance et de l'emploi* » confirme 19 milliards de dollars en nouvelles mesures de stimulation pour la deuxième année du *Plan d'action économique du Canada*, investit dans l'emploi et la croissance grâce à un nombre limité de nouvelles initiatives ciblées (accent mis sur des nouveaux investissements dans l'emploi et la croissance économique, et appui des familles et des collectivités, des aînés et des militaires), et énonce un plan en trois points pour rétablir l'équilibre budgétaire à moyen terme : suivre la

stratégie de désengagement intégrée au *Plan d'action économique* ; mesures ciblées sur la croissance des dépenses de programmes directes qui gagneront en importance à moyen terme ; et examen des opérations de l'État (examen stratégique ; examen de la gestion des biens de l'État ; et examen exhaustif des fonctions administratives et des frais généraux de l'État). Le ratio des revenus devrait augmenter à mesure que s'opère la reprise économique et les mesures contenues dans le présent budget assureront une diminution graduelle des dépenses. Le fardeau de la dette reprend sa trajectoire descendante. La situation financière du Canada est la meilleure des pays du G7. Les prévisions du Directeur parlementaire du budget (DPB) et celles du budget de 2010 sont fondées sur des prévisions économiques similaires toutes deux tirées d'enquêtes auprès du secteur privé. Les prévisions du budget de 2010 et celles du DPB concernant le déficit sont similaires, sauf pour 2013-2014. Des projections inférieures ou égales jusqu'en 2013-2014 concernant les charges de programmes directes, suivies d'une hausse abrupte suggérant que le gouvernement ne peut contrôler les dépenses.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org



SERGE COULOMBE

Serge Coulombe a offert ses « *Réflexions sur la politique budgétaire* » (<http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Presentation-Serge-Coulombe4.ppt>). Il avance

que nous sommes tous devenus keynésiens puisque le pays investira près de 20 milliards de dollars pour stimuler l'économie au cours de la prochaine année, et que dans les pays industrialisés, l'expansion repose largement sur les mesures exceptionnelles de détente monétaire et budgétaire. Au Canada, le seuil critique est un déficit de 1,25% du PIB, soit environ 20 milliards de dollars, alors qu'il est de 3,1% du PIB, soit environ 400 milliards de dollars, aux États-Unis. Le déficit canadien devrait fondre « comme neige au soleil » et le ratio Dette/PIB recommencer à diminuer. L'équilibre budgétaire canadien sera rétabli en 2014-2015 avec 7 milliards de compressions dans les dépenses et 8 milliards d'augmentations dans les cotisations d'assurance-emploi. Puisque le gouvernement conservateur a éliminé 2% de TPS au moment où l'économie canadienne surchauffait, il doit maintenant sabrer dans les dépenses publiques et augmenter les cotisations d'assurance-emploi pour rétablir l'équilibre budgétaire. Aux États-Unis, la sortie de tunnel est prévue pour 2015, ils se retrouveront avec un déficit budgétaire public équivalent au déficit fédéral canadien présentement et un ratio Dette/PIB de plus de 60%.

La présentation de **François Dupuis** a porté sur « *Vers une décennie du rééquilibrage* » (<http://www.asdeq.org/activites/ppt/2010/Presentation-Francois-Dupuis.ppt>). Il a élaboré sur les problèmes suivants :

plusieurs problèmes structurels avant et après la crise ; les fondements de la croissance affectés par la crise (travail et capital) ; et un débat sur le rôle du secteur financier dans la croissance économique - le rôle fondamental du secteur financier est d'allouer le capital efficacement et à moindre coût. Mais l'innovation financière des dernières années a servi essentiellement à des fins comptables, ainsi qu'à des intérêts de court terme et individuels. Il craint une crise de la dette puisque l'endettement public explose et qu'un nouveau choc financier est probable. Après une crise financière causée par l'endettement privé, l'endettement public pourrait causer un autre choc. La crise financière et la récession ont fait exploser les déficits publics. La crise de la dette au Canada a été moins pire qu'ailleurs puisque : le système financier canadien est plus sain ; les canadiens sont moins endettés ; l'activité au sein du marché de l'habitation s'est moins détériorée au Canada qu'aux États-Unis ; la richesse des ménages s'est moins contractée ; le gouvernement fédéral et les provinces étaient soit en surplus, soit à l'équilibre budgétaire avant le début de la récession ; et la dette publique canadienne (77,7% du PIB en 2009) est relativement petite comparativement à l'ensemble des pays membres de l'OCDE (91,6%). M. Dupuis croit qu'après la crise, l'accent doit être mis sur le retour à l'équilibre budgétaire - le gouvernement fédéral du Canada semble prendre les mesures qui s'imposent au plan budgétaire sans se baser uniquement

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

sur la hausse des revenus pour équilibrer son budget. Mais le gouvernement américain n'a pas de plan aussi précis. Selon M. Dupuis, le gouvernement américain pourrait se permettre d'augmenter ses revenus - avec les mêmes recettes en % du PIB que la zone euro, le gouvernement américain dégagerait plus de 1500G\$ US par année, et une taxe de vente de 5% sur les trois quarts de la consommation de biens et services générerait environ 375G\$ US par année. En conclusion, même si la situation économique s'est grandement améliorée et que les marchés financiers ont retrouvé un rythme de fonctionnement plus normal, de nombreuses incertitudes demeurent. Le retour graduel à l'équilibre s'étend sur une longue période et plusieurs événements imprévus pourront survenir, d'autant plus que le vieillissement de la population mettra davantage de pressions sur les finances publiques en général. Cet environnement demandera encore des sacrifices pour la population canadienne et représente, sans aucun doute, pour plusieurs années un défi de taille!

ASDEQ
 C.P. 6128,
 succ. Centre-Ville
 Montréal (Québec)
 H3C 3J7
 Téléphone
 514.342.7537
 Télécopieur
 514.342.3967
 Courriel
 national@asdeq.org
 Internet
 www.asdeq.org

Colloque sur le
 « Décrochage scolaire :
 Quelles avenues
 efficaces à un problème
 fondamental ? »

Le taux de décrochage scolaire atteint aujourd'hui un niveau alarmant : près de 30% des jeunes québécois quittent l'école secondaire sans diplôme. C'est pourquoi l'ASDEQ-Montréal a réuni le 11 mars 2010 un panel de spécialistes sur la question de l'éducation et du décrochage scolaire, au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO). La hauteur de l'enjeu a été mesurée par **Marcel Boyer**, Professeur émérite de sciences économiques, *Université de Montréal* et Fellow, *CIRANO*, tandis que **Éric Lamarre**, Associé directeur, *McKinsey & Compagnie*; **Pierre Lefebvre**, Professeur de sciences économiques, *UQÀM*; et **Valérie Vierstraete**, Professeure de sciences économiques, *Université de Sherbrooke*, ont spécifiquement répondu à un ensemble de questions sur les solutions à privilégier et sur l'efficacité attendue des mesures gouvernementales. Les conférenciers nous ayant permis de comprendre toute la complexité de la problématique, il est apparu évident, à l'issue de cette rencontre, que d'autres initiatives doivent être insérées pour compléter les orientations en place.

Deuxième sondage ASDEQ-Léger Marketing en 2009-2010

Du 25 février au 10 mars 2010, avait lieu le 2^e sondage *ASDEQ-Léger Marketing* en 2009-2010, réalisé par internet auprès des membres de l'Association. Voici quelques points saillants des résultats de ce sondage, auquel 205 membres ont répondu.

Une proportion de 45 % des membres estime que la situation économique du Québec va s'améliorer au cours des six prochains mois et ils ne sont plus que 3 % à craindre une détérioration de la situation à court terme. « Si on se reporte à il y a tout juste un an, 82 % de nos membres prévoyaient que la situation économique allait se détériorer dans les mois suivants, rappelle **Jean-Michel Cousineau**, président du Comité des politiques publiques (*CPP*) de l'ASDEQ. Actuellement, ils ne sont plus que 3 % à craindre une détérioration de la situation à court terme, signe que la récession est bel et bien derrière nous, tel qu'en témoigne l'avis quasi unanime des économistes du Québec. » Les membres sont toutefois divisés quant à la pertinence des mesures de relance économique prévues par le gouvernement fédéral dans son dernier budget.

86 % des membres se disent assez ou très préoccupés par la capacité des gouvernements des pays industrialisés de revenir à l'équilibre budgétaire. À cet égard, les membres se prononcent sur les correctifs qu'ils favorisent pour un rétablissement de l'équilibre budgétaire au Québec et ils appuient en grande majorité l'ensemble des propositions déjà formulées par le CPP dans un texte intitulé « *Un virage s'impose dans les finances publiques du Québec* », notamment l'imposition d'une gestion innovatrice et d'un contrôle serré des dépenses publiques (taux d'accord de 89 %), l'augmentation des tarifs d'électricité de 1 ¢/kWh pour les rapprocher du coût marginal (83 %) et l'augmentation de la TVQ d'un point pour la porter de 7,5 % à 8,5 % en 2011, profitant ainsi de la réduction de 2 % de la TPS au niveau fédéral (82 %). Une proportion de 80 % des membres s'entend également pour dire qu'il ne faut pas hausser les impôts sur le revenu des particuliers, tandis que 63 % partagent cette même opinion pour ce qui est de l'imposition sur le revenu des sociétés. **Jean-Michel Cousineau** estime que la transparence des pouvoirs publics et de meilleurs incitatifs à la productivité seront déterminants - « Pour y arriver, il est primordial que cette évaluation systématique soit confiée à des organismes indépendants et nécessite que le gouvernement divulgue, dans la plus grande transparence, l'ensemble des données financières concernant sa gestion. De plus, nous pensons qu'il faut encourager l'augmentation de ▶

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

la productivité, soit par le biais d'incitatifs remis directement aux gestionnaires, soit en instaurant des mécanismes introduisant une certaine concurrence dans la prestation des services publics. », ajoute-t-il.

Les membres de l'ASDEQ appuient également à 76 % la proposition de constituer un groupe de travail multidisciplinaire ad hoc qui étudierait en profondeur les diverses facettes du fonctionnement de l'industrie de la construction. M. **Cousineau** souligne que l'exercice pourrait permettre de dégager d'importantes économies. « Il est important de faire la lumière sur les pratiques de collusion qui, si elles s'avèrent vraies, peuvent expliquer un certain gonflement des coûts. Considérant l'importance des investissements actuels et à venir dans ce domaine au cours des prochaines années, cela pourrait avoir un impact économique extrêmement significatif », soutient-il.

Relativement au thème du Congrès annuel de l'ASDEQ en mai 2010 qui portera sur le capital humain et ses défis pour un Québec prospère, 91 % des répondants ont noté que la taille de la population du Québec en âge de travailler a commencé à décliner, et croient que le développement du capital humain devrait être une priorité du gouvernement du Québec dans la prochaine décennie afin d'assurer la disponibilité, en nombre et en qualité, du capital humain essentiel à sa prospérité.

Jean-Marc Léger, économiste et président de *Léger Marketing*, constate que la population lance le même son de cloche que les spécialistes, tout en étant avare de solutions: « Nos sondages le démontrent, le meilleur contrôle des finances publiques et le remboursement de la dette doivent être des priorités pour le gouvernement. Les Québécois souhaitent que l'État se reprenne en main, sans pour autant avoir à piger directement dans leurs poches via les impôts aux particuliers. D'autres alternatives doivent donc être étudiées, mais il y a un décalage entre la prise de conscience du problème et les sacrifices que l'on est prêt à faire en tant que citoyen. La population est sensibilisée; il reste à s'entendre sur les solutions à adopter. »

Voir le Communiqué de presse, ainsi que l'ensemble des résultats du sondage au site suivant : http://www.asdeq.org/Sondage/pdf/communiqu_e_ASDEQ_Leger_sondage_20mars_2010.pdf.

ASDEQ
C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7
Téléphone
514.342.7537
Télécopieur
514.342.3967
Courriel
national@asdeq.org
Internet
www.asdeq.org

www.asdeq.org

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Directeur du bulletin
Gilles René

Collaborateur
Charles A. Carrier

Conception et design
Karine Bellerive

ASDEQ

C.P. 6128,
succ. Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Téléphone
514.342.7537

Télécopieur
514.342.3967

Courriel
national@asdeq.org

Internet
www.asdeq.org

Nouveaux membres de l'ASDEQ

Nous souhaitons la bienvenue aux nombreux nouveaux membres qui se sont joints à l'Association depuis la mi-décembre 2009.

MONTRÉAL

Baril, Guylaine
Beaulieu, Richard
Bouthillier, Marie-Claire
Charbonneau, Maxime
Charest, Olivier
Copy, Béatrice
Courcy, Nicolas
DeJaham, Bernard
Demars, Emmanuelle
Djedje, Brice
Dupuis, David
Dusabimana, Diane
Iroko, Oloufounlayo
Kasparian, Marie-Josée
Lafleur, Louise
Lapointe, Geneviève
Laraki, Karim
Leblanc, Michel
Leduc, Stéphane
Leroux, Hugues
Lever, André
Mahamoud, Houssein
Marion, Stéfane
Moreau, Lisette
Ouellet, Catherine
Paré, Valérie
Poulin, Valérie
Rioux, Sophie
Santos, Paula
Timmons, Denis
Vera Arnao, Alain Vladimir

QUÉBEC

Banville, Johanne
Ben Haj Said, Néfissa
Berseli, Jean
Berthelot, Maurice
Blais, Lucie
Bonneau, Vincent
Boulet, Jean
Brehain, Sophie
Castonguay, Nadia
Cauchon, Pierre
Croisetière, Pierre
D'Amour, Serge
DeNicolini, Marco
Desbiens, Christian
Dignard, Alice
Dubé, Mélanie
Dubé, Nathalie
Dubé, Yola
Dubeau, François
Dumais, Michèle
Edma, France
Fortin, François
Gagnon, Louis
Gagnon, Sandra
Gamache, Clément
Gaudet, Yvan
Gingras, Sylvie
Grenon, Marie
Guillot, Renault
Hardy, Denis
Herbert-Remarais, Fritz
Jean, Nadège
Labonté, Anik
Labrecque, Martin

OUTAOUAIS

Brunet-Beaudry, Ann
Frenette, Benoit
Labelle, Nicholas
Ly, Marie

Si vous désirez contacter ces nouveaux membres, vous pouvez obtenir leurs coordonnées sur le site internet de l'ASDEQ : (<http://www.asdeq.org/bottin/membres.asp>).